

Fernande NGUEMO YAMENI

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Pour un développement « Humanitaire » ? Les ONG à l'épreuve de la critique*, Marseille, IRD Éditions, Collection : Objectifs Suds, 2015, 182 pages.

L'auteur de cet ouvrage, politiste et directeur de recherche à l'Institut pour la recherche et le développement de Paris, trace une cartographie utilitariste ou typologie des institutions connues sous le vocable d'ONG ou organisations non gouvernementales. En effet, sous ce vocable, peuvent se retrouver de nombreux types de fonctionnement d'organisations à but « non lucratif ». Cet essai révèle un « autre visage » de l'aide humanitaire, celui que peu osent voir ou accepter, malgré la quasi évidence des faits. Il en ressort une critique sur le rôle opérationnel plutôt biphasé des ONG et leur rapport conflictuel aux missions qu'elles se sont fixées : venir en aide/porter secours. La face cachée de l'iceberg, le beaucoup moins « politiquement correct » d'un monde tout à fait apte à « manier nos sentiments », au nom de la bonne volonté ou de la bonne action, émerge ainsi.

Force est de constater que le vent a tourné à la défaveur des ONG, peu de personnes aujourd'hui sont à même de donner carte blanche aux ONG ; des scandales de détournements d'enfants (Arche de Zoé) aux pédophiles déguisés dans des missions humanistes en Afrique et en Asie, ces continents de toutes les misères où « tous les coups sont permis ». Dambisa Moyo, économiste et écrivaine se posait déjà la question de l'utilité de l'aide,

de son point de vue « situé » par ce titre sanglant d'ouvrage, « L'aide fatale » publié en 2009. Plusieurs années plutôt (1980) Henri Raulin et Edgard Raynaud, faisaient de leur titre « L'aide au sous-développement », un véritable couperet dans l'univers de l'aide. Vu comme une façon de se « laver la conscience » par Serges Latouche (1982) dans son compte-rendu de lecture, cet ouvrage sert néanmoins de porte flambeau d'une ère où la critique sur les fondements même de l'aide humanitaire et l'aide au développement occupent les débats de quelques professionnels et universitaires. Ceci étant, très peu se sont intéressés à la puissance géopolitique de ces organisations internationales ou non gouvernementales. Pérouse de Montclos l'illustre par les cas d'Oxfam ou du « mouvement des Médecins sans frontières ». À eux seuls, ces derniers mobilisent des budgets pouvant être approximativement de « cinq fois plus que le produit intérieur brut d'un pays africain tel que le Burundi à la fin des années 2000 » (p. 108).

Pérouse de Montclos ne s'intéresse pas qu'aux ONG françaises ou au paysage francophone. Ses analyses effectuent une véritable cartographie des moyens et des liens étroits entretenus par certaines de ces organisations, avec leur gouvernement d'origine, dans une étude géopolitique de leurs interdépendances probables à ces derniers (financements principalement). En l'occurrence, les ONG britanniques serviraient les intérêts de la couronne. Par ailleurs, les ONG américaines bénéficiant de fonds de l'État, appuient leur politique d'expansion idéologico-politique à la fin de la guerre froide. La critique évoque en outre, la méfiance de la France face aux organisations caritatives à leurs débuts. Ces dernières sont considérées par « la France jacobine et laïque », comme des « ligues séditeuses, des agents de la subversion marxiste ou des organes de l'Église » (p. 59).

L'objectif annoncé du livre est d'« éclairer » le débat sur le rôle sinon l'impact « positif » ou non des ONG sur les économies locales, mais surtout leur rôle politique et de représentation effective. Ce but est atteint grâce à une importante revue de la littérature sur le sujet énoncé, littérature en perspective avec des illustrations prises suivant l'angle choisi, afin de proposer une évaluation de cet impact. En effet, l'auteur part d'un constat : beaucoup « d'amalgames » seraient le fait de l'impact ou de la critique des ONG (humanitaire ou de développement). Ce contexte impose l'approfondissement du débat, en se « recentrant à la fois sur l'impact de l'aide d'une part, et d'autre part, sur le fonctionnement interne de ses principaux opérateurs, à savoir les ONG » (p. 10). L'auteur aborde plusieurs aspects liés au management des projets au sein des ONG. Y sont remises en question, leur organisation, autant leur « pseudo » représentativité des populations locales que leur légitimité. Il est mentionné notamment la question de la « participation paysanne » avec pour mérite de faire couler beaucoup d'encre et celle de la quasi « immunité » des ONG, dans le cadre des actions de

reporting en direction des pays du Sud et de leur population ; celles-ci ne pouvant donc pas se targuer d'être des « élus » du peuple. « À priori, il semble logique que les ONG cherchent à relayer la cause des pauvres, et pas seulement à atténuer ou traiter les causes de la pauvreté. Mais leurs velléités de communication et de « plaidoyer » ne disent évidemment rien de l'impact en matière d'amélioration de la gouvernance des pays en développement » (p. 79). Il va s'en dire qu'à « l'inverse, leur efficacité démocratique ne suppose pas forcément que les associations de solidarité internationale (ASI) relaieraient les aspirations de la population » (p. 79).

L'auteur propose ainsi un panorama géopolitique de l'aide ainsi menée, dans un contexte de crise et de reconfiguration des pratiques et enjeux. Au cours des années 2010, les acteurs locaux autant que les bénéficiaires, sont à même de produire un discours et des représentations sur ce qu'ils veulent ou ce qu'ils sont. Ne pas prendre en compte ces nouveaux modes de communication et de pouvoir, ne serait que pure mascarade. Il va de soi que le débat est aussi entre idéologie et humanitaire (et développement). Selon l'auteur, « il serait illusoire d'imaginer que l'aide n'a pas toujours été porteuse de conditions politiques, voire de projets de société » (p.54). Dans ce sillage, la « prétention à la neutralité (de l'aide) et la prétendue brièveté de ses interventions ne préjugent en rien de sa capacité à transmettre des valeurs dans des contextes de crises et de grande vulnérabilité qui, précisément, sont favorables à l'importation de nouvelles normes » (ibid). L'importation de normes étant une des armes de la conquête idéologique, nous sommes d'avis avec l'auteur que tout comme dans les projets de développement, l'humanitaire contribue à construire ou à impulser de nouveaux modes d'identification de ces populations, qui par contre, et c'est la thèse que nous défendons, sont moins « inactives » que par le passé.

Par **Fernande NGUEMO YAMENI**,
*Doctorante au Clersé, Sesam, Université de
Lille*